
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 17/2 (1990)

DOI: 10.11588/fr.1990.2.54184

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

immer nur Teile durchgerechnet worden. Wahrscheinlich hätte man mit einer systematischeren Stichprobenkonstruktion und schärferen Zeitschnitten Wandlungsprozesse besser erfassen können. Ähnliches gilt für die Vermögensstruktur. Ohne jede methodische Begründung auf den Besitz an Renten und Papieren zu verzichten, ist methodisch zumindest merkwürdig. Jedenfalls ist ja spätestens seit der Untersuchung von Roche über das Pariser Volk bekannt, wie hoch solcher Besitz selbst in Unterschicht Haushalten war. Insgesamt ein sehr informatives Buch, das es aber mit kleineren Studien, die gezielteren Fragestellungen nachgingen, methodisch nicht aufnehmen kann.

Martin DINGES, Köln

Heinz SCHILLING, Höfe und Allianzen. Deutschland 1648–1763, Berlin (Siedler) 1989, 546 p. (Das Reich und die Deutschen).

C'est dans le cadre de la collection »Das Reich und die Deutschen« où il a déjà fait paraître en 1988 le volume précédent »Aufbruch und Krise – Deutschland 1517–1648«, que l'auteur H. S., professeur ordinaire d'histoire moderne à la Justus-Liebig-Universität de Giessen, a composé l'histoire de la période suivante, entre les dates qu'il a choisies 1648–1763, en fonction du thème retenu »les cours et les alliances«, deux symboles significatifs à ses yeux. La période 1763–1815, confiée au professeur Horst Möller aura comme titre: »Fürstenstaat oder Bürgernation« dans le cadre de la collection »Die Deutschen und ihre Nation«. Ces considérations sont à retenir pour apprécier le contenu de l'ouvrage qui nous est soumis, en démonter les mécanismes, en comprendre les limites puisqu'il s'insère dans un ensemble où, dans chaque volume, il ne s'agit pas de tout dire, mais de mettre l'accent sur l'essentiel, en fonction du thème choisi.

Œuvre de synthèse, récit continu, l'ouvrage vise à replacer l'histoire de l'Allemagne dans le cadre de l'histoire européenne mais en affirmant la spécificité de la première. Récit historique composé selon la méthode traditionnelle d'exposition et de mise en œuvre, suivant un découpage chronologique combiné avec une description précise des organismes et des grands éléments de structure. En prologue, peut-on dire, une justification des thèmes: l'absolutisme en marche trouve dans la »cour« son milieu naturel: centre de commandement, organe de transmission, lieu de civilisation, de »représentation« et d'illustration, la cour est l'expression parfaite de ce monde baroque qui domine dans les nombreux Etats qui composent alors l'Empire. Versailles donne le ton, la mythologie triomphe, les remarques de N. Elias donnent à cette description le prolongement nécessaire. L'Europe est celle des alliances et des guerres, celles-ci définissant l'essentiel du calcul gouvernemental, tel qu'il résulte de l'évolution de la pensée politique, au service du pouvoir absolu, où la diplomatie n'est qu'une forme – camouflée – du combat des chefs. Se fortifie le concept de grande puissance, défini, dans l'Etat moderne, tant par la puissance financière que par l'armée et le »bureau«. Vu sous ce critère, l'Allemagne occupe une position singulière: Fehrbellin (1675) et la victoire sur les Turcs (1683) marqueront le début de la Renaissance et annoncent le dualisme futur, où le »militaire« l'emporte.

Après ce prologue vigoureux et bien écrit, où les questions religieuses annoncent la place importante qu'elles tiennent dans cette histoire, le récit se développe en cinq parties essentielles: d'abord, comme il convient, la situation du pays après la »grande guerre«, le rappel de la paix de Westphalie et les débuts de la reconstruction et du renouveau. Trois éléments essentiels: l'importance du traité de paix qui établit la »garantie« de la France et de la Suède – qui ne tarderont pas à se séparer –, les lenteurs de la reconstruction dont avec F.-G. Dreyfus nous avons examiné les données (»La Guerre de Trente ans«, PUF, p. 76–77: »le retard des pays allemands et les éléments d'explication«), l'importance des éléments confessionnels tels

que les ont précisés divers colloques récents et les travaux de Fritz Wolff («Corpus Evangelicorum und Corpus Catholicorum auf dem Westfälischen Friedenskongress. Die Einfügung der konfessionellen Ständeverbindungen in die Reichsverfassung», Münster 1966). Éléments qui participent à la définition du Saint Empire à laquelle l'auteur accorde avec raison un intérêt particulier («Das alte Reich und die historisch-politische Kultur der Deutschen»). Suit un exposé clair de la constitution de l'Empire: de nos jours – et les travaux de J. F. Noël, «Le Saint Empire», PUF, p. 104–106 l'ont bien montré –, on ne s'en tient plus à la formule percutante, souvent mal comprise, de Pufendorf en 1667, in «de statu imperii Germanici»: *aliquod irregulare et monstro simile* ni à l'ironie désinvolte d'un Voltaire *ni saint, ni romain, ni Empire...*, mais, rappelant les tentatives (art. A. Schindling) pour redonner force et vigueur au vieil organisme, on en admire la durée et l'on est sensible, d'une part au mythe d'union, voire de solidarité qu'il exprime, d'autre part aux leçons que donnent les expériences successives de création d'un levier politique européen «ramener un peu le Saint Empire du monde des chimères dans celui de l'histoire» (Noël, p. 6). Sur ce point nous sommes comblés avec l'ouvrage de H. S.; il pénètre ensuite dans la réalité territoriale des divers Etats; il analyse les diverses formes de «liaison» de même que les transformations internes du point de vue de la politique comme de la religion.

La troisième partie est plus proprement de géographie politique et diplomatique en même temps qu'elle prépare l'entrée en scène des «Etats moyens»: la paix de Westphalie a consacré sous le nom de «supériorité territoriale» (*Landeshoheit*) l'autonomie interne des territoires et leur droit externe de guerre et d'alliance (*jus armorum et foederis*) à condition de n'en pas user contre l'ordre d'Empire; se développe sur le Rhin la grande politique de Mazarin (avec le *Rheinbund*) et de Louis XIV (avec l'offensive des «réunions»). Le point a été fait sur le problème délicat de Strasbourg (1681) lors du colloque de l'Université, «Pouvoir, ville et société en Europe 1650–1750», dont l'auteur, à juste titre, retient l'exposé de G.-L. Fink, «La prise de Strasbourg et son écho dans les lettres allemandes (1681–1684)», sans négliger celui de J. Bérenger, «La cour de Vienne au lendemain de la prise de Strasbourg». Une nuance est à apporter sur l'attitude – longtemps vilipendée – du prince-évêque de Strasbourg, le cardinal Guillaume de Furstenberg: le retour de la cathédrale au culte romain primait toute autre considération; l'évêque restait prince d'Empire comme le montrent les travaux de L. Chatellier («Tradition chrétienne et renouveau catholique dans l'ancien diocèse de Strasbourg», 1981). En dehors de l'élément émotionnel qu'apporte la prise de Strasbourg (et celle de Luxembourg. Colloque du Centre de relations internationales de l'université de Metz et travaux d'Yves Le Moigne), l'intérêt est ailleurs: à Vienne et à Berlin. A Vienne où le grand mouvement de bascule de l'Empire vers l'Est a commencé avec la reconquête catholique et impériale (le siège de Vienne de 1683 et les victoires du prince Eugène), à Berlin avec le Grand Electeur Frédéric-Guillaume de Brandebourg dont, dès 1905, A. Waddington mettait en lumière les données nouvelles de la politique extérieure (1640–1688): chercher en Hollande et en France le point d'appui solide dont il avait besoin et que lui refusaient également la Suède et l'Empereur. Grâce à l'appui de la France, il a tiré du traité de Westphalie des profits inespérés, il remplace la Saxe à la tête du «corps évangélique», bat la Suède, s'allie au moment opportun avec le plus accommodant et prépare la grandeur de la Prusse. Guerres et Congrès se succèdent sur le plan européen dans la meilleure tradition diplomatique: la guerre palatine a trouvé dernièrement en France son historien (Ch. Boutant, «L'Europe au grand tournant des années 1680», Paris 1985). La ville de Nimègue a vu en 1978/79 un renouveau du congrès qui mit fin à la guerre de Hollande; le partage de la succession d'Espagne dans laquelle l'Empire est indirectement impliqué noue contre le roi de France les coalitions les plus agissantes, dans une guerre de frontières; la guerre du Nord et l'échec de Charles XII entraîne, avec la montée de la Russie, la fondation d'un nouveau système de forces (R. Hatton, «Charles XII of Sweden», London 1968). Les traités de Ryswick (1697), puis d'Utrecht, de Rastatt et de Bade, marquent le démantèlement de l'œuvre des traités de Westphalie. Un témoin peu glorieux de ces mécanis-

mes diplomatiques et militaires: Auguste II, électeur de Saxe et roi de Pologne de 1706 à 1709, à une époque où l'attention de l'Europe se partage entre les deux guerres du Nord et du Midi qui écartèlent l'Empire: succession d'Espagne et lutte de Charles XII contre Pierre le Grand (ouv. de Danielson). En contre-point, on peut broser cette évocation trop humaine des orgies scandaleuses dans lesquelles Auguste II luttait de folies avec le roi de Danemark, transformant leurs maîtresses en Vénus et Diane pour se déguiser eux-mêmes en Jupiter et en Apollon.

La quatrième partie qui définit le nouvel ordre européen est placée sous un double vocable: »Europäische Pentarchie und deutscher Dualismus«. L'ère des successions n'est pas close – duchés italiens, Pologne, Autriche – avant que ne s'ouvre celle des »miracles«: renversement des alliances et mort de la tsarine qui sauve Frédéric II de la ruine. Le mécanisme diplomatique est au point. Nous en avons démonté les rouages dans notre article, »Les relations internationales au XVIII^e siècle. Réflexions critiques et esquisse d'une méthodologie« (XVIII^e siècle. Problèmes actuels de la Recherche. Paris 1973, n^o spécial, n^o 5, p. 97–109). Une nouvelle ère de »reconstruction« – véritable celle-là – commence mais en fonction surtout des besoins et des possibilités des Etats dont le caméralisme, bien étudié par l'auteur, fortifie la puissance. La »Penarchie« – France, Angleterre, Autriche, Prusse et Russie – précise ses ambitions: l'Angleterre est devenue, à part entière, puissance allemande: les documents publiés par Schaumann ont montré que la duchesse Sophie, électrice de Brunswick-Lunebourg (1630–1714) fille de Frédéric V, comte palatin et roi de Bohême (»le roi d'un hiver«) et d'Elisabeth, fille de Jacques I^{er} roi d'Angleterre, s'est préoccupée des affaires d'Angleterre bien avant que l'»Act of Settlement« de 1701 fasse d'elle l'héritière de la Grande-Bretagne. Amie de Leibnitz, son mari Ernest-August fut le premier électeur de Brunswick-Lunebourg, sa fille Charlotte la première reine de Prusse, sa nièce favorite Elisabeth-Charlotte, fut duchesse d'Orléans. Son réseau de correspondance s'étendait à toute l'Europe: elle donne, également en contre-point, une image plus souple et plus souriante de la vitalité diplomatique de l'époque que celle qui apparaît dans les dépêches officielles. Celle-ci ne sont, bien entendu, pas à négliger, rappelons l'intérêt de la correspondance des résidents de France dans la plupart des cours d'Allemagne (publiée en grande partie pour ce qui concerne les Instructions; manquent encore la Saxe, le Hanovre, la Hesse-Cassel..), les tableaux que les résidents brosent à l'intention des monarques français, en compte-rendu de leur mission, même »orientés« et à critiquer, sont d'un grand intérêt (pour Mayence, à compléter par l'ouvrage de F.-G. Dreyfus, »Sociétés et mentalités au XVIII^e siècle«, Paris 1968), le point culminant étant atteint en 1740, au moment où la mort de l'empereur Charles VI, le 19 octobre, pose le problème de la double succession autrichienne et impériale que la diplomatie française a décidé de dissocier.

Les trois dernières parties sont consacrées à l'évolution de la »grande déchirure« qui va marquer l'Empire, saisi dans le dualisme qui voit l'opposition nette, et non plus feutrée, des frères ennemis, Brandebourg et Habsbourg, opposition issue d'un double programme, d'une part l'agrandissement de la maison de Brandebourg et la création avec Frédéric II d'un Etat moderne, d'autre part, le maintien de la continuité austro-impériale au sein de la maison de Habsbourg-Lorraine, fortifiée par ses victoires à l'Est. Victor-L. Tapié a placé l'étude sur le plan de la civilisation dans son ouvrage, »Monarchies et peuples du Danube« (coll. »L'Histoire sans frontières«) Paris 1969. L'auteur suit de très près l'effort de renouveau de la monarchie par les réformes de Bartenstein, formé à l'Université de Strasbourg (Nouv. Dict. de biog. als. n^o 2, 1983) où les adeptes de Grotius militent avec l'oncle de B., le professeur Jean-Henri Boecler, pour un droit moderne fondé sur la raison et non sur la volonté d'un Prince, combat déjà mené par Leibnitz avec lequel le jeune B. est en correspondance (M. Thomann). En 1753, B. est remplacé par Kaunitz pour la conduite de la politique extérieure. La maison de Brandebourg poursuit son ascension au sein d'une Allemagne protestante du Nord en pleine mutation sociale, militaire, politique et spirituelle. Un profil nouveau est défini. La guerre de Sept ans est le prodigieux révélateur de ce passage de l'anarchie féodale à l'Etat moderne. Le dualisme Prusse-Autriche va commander l'histoire du XIX^e siècle.

Ces quelques notations n'ont pu donner qu'une faible idée de l'intérêt et de la richesse de l'ouvrage; l'auteur domine, de façon habile et rigoureuse, une documentation ample et complexe: l'histoire de l'Allemagne n'est pas celle des différents Etats; elle n'est pas non plus, comme on le croit parfois à l'étranger, celle des puissances qui ont dominé ce pays – par l'argent, la force ou la diplomatie; elle n'est pas enfin, uniquement, celle des protagonistes qui se dégagent au XVII^e et XVIII^e siècle. Rien alors n'est joué et il suffirait – dans un Etat monarchique à substance patriarcale plus que Versaillaise – de l'arrivée d'un prince inconsistant pour que l'édifice entier s'écroule. De vastes ambitions et de petits moyens, des espérances dans des trônes étrangers, parfois réalisées, soustendent un jeu de clientèles où la religion joue un rôle important, tel dans les rapports entre la France et la Bavière ou dans le rassemblement que, très habilement, va réaliser la Prusse, de cette troisième force qui s'affirme dans la conduite de l'esprit public, plus encore que dans celle des négociations. Sans doute pourrait-on demander à l'auteur encore davantage dans un double domaine, celui des questions sociales où le rapport »dominant – dominé« n'est pas toujours équilibré par une étude attentive; par ailleurs les villes, surtout au XVIII^e siècle, au moment de la croissance économique, commencent à jouer un rôle essentiel: Francfort – et ses troubles intérieurs au début du XVIII^e siècle – Hambourg et son prodigieux essor, sont des facteurs décisifs, de même que l'activité, en dehors des groupes réformés arrivant de France – et bien étudiés par l'auteur en fonction des travaux récents –, des Juifs de ville ou de cour dont le dynamisme financier soustend toute l'action politique et militaire.

Autre domaine largement ouvert, celui de la pensée politique et d'abord les supports linguistiques. L'auteur l'a senti et il y fait allusion dans sa conclusion rapide: l'évolution des mots – famille, bourgeoisie, noblesse, liberté.. – rend compte de l'évolution des sociétés. Dans le domaine de la pensée comme de la langue, les supports chronologiques sont plus gênants que porteurs: la date de 1763 justifiée diplomatiquement et militairement (le rétablissement de la paix) a peu d'écho culturellement au moment où va se poser le réveil de la conscience allemande délivrée du classicisme français. Le 10 novembre 1759 pendant la guerre de Sept ans alors que son père, adjudant dans l'armée wurtembergeoise, guerroyait contre les Prussiens, naît à Marbach Friedrich Schiller; en 1770, Goethe et Marie-Antoinette sont à Strasbourg; en 1760 Lessing traduit, doté d'une Préface, le »Théâtre« de Diderot; en 1737 Georges II a fondé l'université de Göttingen dont l'on connaît le rôle essentiel: »Il faut éviter«, disait Münchhausen, »que les théologiens ne s'arrogent un droit de surveillance sur leurs collègues«. Ces quelques rappels ne sont là que pour situer l'extraordinaire foisonnement culturel dans lequel va s'achever le dernier quart du siècle, la date tournante étant dans ce domaine 1770. Nous en avons indiqué les incidences essentielles dans notre »Equilibre européen. Profils et structures«, Paris 1976, en même temps que nous tentions d'établir une systématique, voire une typologie, de la paix et de la guerre dans l'Europe des Lumières.

Rappelons enfin, en terminant, la richesse, en France, des Archives diplomatiques notamment dans le domaine des Cours et des Alliances, l'intérêt des publications concernant Leibnitz, Frédéric II, Pufendorf, Hobbes qui a retrouvé une nouvelle jeunesse. L'auteur en donne une liste succincte qui précède une vaste bibliographie où les livres »étrangers« ne font pas défaut¹. Il est toujours intéressant, sinon utile, de connaître l'opinion des autres, surtout quand il s'agit de contemporains: on témoignerait, s'il en était besoin, cette opinion de Kempfer, un Strasbourgeois, envoyé du roi à Mayence en 1758, à propos d'une rivalité entre Francfort et Mayence: *La prétendue liberté des Etats fait leur malheur: ils ne peuvent être*

1 Les lecteurs français ajouteront d'eux-mêmes les quelques ouvrages français qui leur sont familiers et qui n'ont pas trouvé place dans la bibliographie générale. Notons toutefois l'intérêt de l'article (paru après la publication de l'ouvrage) du Prof. Dr. Klaus Malettke, de Marburg (trad. Gabriel Chaix), »Les relations franco-allemandes à l'époque moderne. I. La sphère du politique. Bilan de la recherche en Allemagne« (Bull. d'inf. de la Mission historique française en Allemagne, n° 18, juin 1989, p. 115–159).

voisins sans être rivaux; je dis, Mgr, la prétendue liberté, car, à bien des égards, elle n'est pas comparable à celle des habitants de Paris.. (Arch. Aff. étr. Corr. Polit. Mayence t. 48).

Cependant, un peu plus tard, de Marbois, en voyage »privé« en Allemagne, visite les cours de Weimar (*ce jeune Prince âgé de 16 ans, dont l'éducation est très soignée, pourra devenir un jour un être intéressant dans les révolutions dont l'Allemagne est menacée*), Saxe-Gotha (*ses finances ont toujours été beaucoup mieux administrées que celles de Weimar..*), la principauté de Fulde (*ce prince n'a de troupes que ce qu'il lui faut pour faire la police de ses Etats..*), le comté de Hanau, le landgraviat de Darmstadt qui nous vaut une description piquante des *trois princesses, filles du Landgrave, parmi lesquelles le grand duc de Russie doit choisir une épouse..*, toutes notations qui complètent le récit de l'auteur, admirablement illustré et commenté, sans alacrité excessive. Dans ce champ de bataille, de confrontations mais aussi de rencontres et de dialogues qu'a été alors le Saint Empire, vit un large morceau de l'histoire de la communauté européenne.

Georges LIVET, Strasbourg

Werner TROSSBACH, *Soziale Bewegung und politische Erfahrung. Bäuerlicher Protest in hessischen Territorien 1648–1806*, Weingarten (Drumlin Verlag) 1987, 335 p. (Sozialgeschichtliche Bibliothek im Drumlin Verlag).

This book constitutes the »systematic« half of a massive study of lawsuits which ten peasant communities brought against their lords during the last two centuries of the Holy Roman Empire. The »landesgeschichtliche« half, narrating each lawsuit in fascinating detail, is a separate volume: *Bauernbewegungen im Wetterau-Vogelsberg-Gebiet, 1648–1806, Fallstudien zum bäuerlichen Widerstand im Alten Reich* (Darmstadt and Marburg, 1985).

Contra Günther Franz, Troßbach finds that peasant protest was motivated by economic difficulties, not by an injured »Rechtsempfinden.« However, notions of *Altes Recht* often appeared after litigation had begun and then took on a life of their own. Such notions were almost always legally false and indeed on some occasions virtually manufactured by the peasants, who easily convinced themselves that what they thought was fair and good must be *Altes Recht* going back even beyond demonstrable custom. When carried to such an extreme, *Altes Recht* bordered on natural law. But the peasants never put forth systematic natural-law ideas, though they manifested at times a strong anti-feudal consciousness and a wish to be free of all burdens except those owed the Emperor.

The core of Troßbach's book is his discussion of organization and forms of conflict, a very subtle and penetrating examination of how the peasants themselves imagined their acts of resistance. In these German resistance movements, unlike the early modern French peasant revolts, practical, instrumental considerations outweighed expressive or symbolic gestures, though almost every act of resistance had its expressive aspect. The German movements were essentially »political,« weighing alternative strategies, planning, and repressing emotions in a disciplined way in order to attain long-term goals. Even violence, when it occurred, was calculated in advance. These movements thus involved a »Lernprozeß« (278) and have more affinity with protest movements of the 19th and 20th centuries than with the chaotic, short-term, and very emotive French *fureurs paysannes* and the English crowds and riots of the 16th–18th centuries.

The small territories in which these movements occurred suffered from a »defizitäre Staatlichkeit« (165) for which imperial jurisdiction partly made up by providing otherwise-unavailable mechanisms for redress of complaints. The commissions installed by the Imperial courts to investigate peasant suits functioned as surrogate Estates (*Landschaften*), and the inordinate length of the lawsuits may have been a means for »präventive Pazifikation der Untertanen« (168). There was indeed, as Winfried Schulze maintained, a »Verrechtlichung